

L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): En ce qui concerne la Commission d'assurance-chômage, la réponse est la suivante: 1. Non.

2. Sans objet.

EACL—LES MÉTHODES D'ACHAT

Question n° 981—**M. Epp:**

1. Quelles méthodes d'achat des biens et services nécessaires à la division *a*) de la sécurité, *b*) des magasins l'E.A.C.L. utilise-t-elle?

2. Procède-t-on par appels d'offre pour l'achat de biens et services à l'E.A.C.L. et, sinon, comment s'expliquent les méthodes actuelles?

M. Maurice Dupras (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): L'Énergie atomique du Canada répond comme suit: 1. Les biens et les services nécessaires à la division, *a*) de la sécurité, et *b*) des magasins, sont obtenus selon la méthode des prix concurrentiels, lorsque c'est possible, pour toutes les demandes excédant une valeur de \$500. L'acquisition des biens et des services d'une valeur inférieure à \$500 est laissée à la discrétion de l'agent préposé aux achats et fondée sur sa connaissance du marché.

2. Oui.

APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—LES EFFECTIFS

Question n° 1035—**M. Bowden:**

Combien d'employés permanents y avait-il en poste au ministère des Approvisionnement et Services, le 30 septembre 1976, dans les catégories suivantes: *a*) exécutif, *b*) scientifique et professionnel, *c*) administration et service extérieur, *d*) techniciens, *e*) soutien administratif, *f*) opérationnel?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): *a*) 61; *b*) 380; *c*) 2,420; *d*) 96; *e*) 4,866; *f*) 1,511; total: 9,334.

CCC—LE PRÊT SANS INTÉRÊT À MÊME LE FONDS RENEUVABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

Question n° 1036—**M. Bowden:**

1. La Corporation commerciale canadienne a-t-elle accordé un prêt sans intérêt de \$1,742,780 prélevé sur le Fonds renouvelable de production de défense et, dans l'affirmative, *a*) qui est l'adjudicataire, *b*) pour quel projet?

2. Quels sont les engagements pris par l'adjudicataire envers la C.C.C.?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): 1. En vertu de la loi sur la production de défense, le ministère des Approvisionnements et Services a accordé le 6 octobre 1972 un prêt sans intérêt de \$3,900,000 à CAE Aircraft Ltd., de Winnipeg, et CAE Industries Ltd., de Montréal, pour la révision de l'aéronef militaire américain T-39 Sabreliner, aux termes d'un marché conclu entre la Corporation commerciale canadienne et CAE Aircraft Ltd. Le marché fut adjugé par suite d'un appel d'offres concurrentielles lancé par l'Aviation des É.-U. La valeur résiduaire actuelle du prêt est de \$1,742,780.

2. Le contrat fut résilié à la demande du gouvernement client et l'entrepreneur réclame le remboursement de tous les coûts occasionnés avant et après la réception de l'avis de résiliation.

LA STRATÉGIE D'EMPLOI COMMUNAUTAIRE—NOUVEAU-BRUNSWICK

Question n° 1096—**M. Howie:**

1. *a*) Quelle est la fonction du Bureau de la stratégie d'emploi communautaire de Fredericton (N.-B.), *b*) combien compte-t-il d'employés, *c*) le 1^{er} novembre

Questions au Feuilleton

1976, quel était le total des salaires versés à ces derniers, *d*) quel est le montant des loyers pour ces locaux, *e*) quand le bureau a-t-il ouvert?

2. Des programmes de stratégie d'emploi communautaire ont-ils été *a*) proposés, *b*) acceptés, *c*) mis en oeuvre et, dans l'affirmative, quand dans chaque cas?

L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): 1. *a*) Le Bureau de la stratégie d'emploi communautaire de Fredericton (Nouveau-Brunswick) est administré conjointement par le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial et a pour objet de mettre en oeuvre la S.E.C. du Nouveau-Brunswick et de lui offrir un soutien administratif. *b*) Le Bureau compte au total sept employés, dont trois sont des fonctionnaires du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. *c*) Au 1^{er} novembre 1976, le total des salaires annuels des trois employés du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration s'élevait à \$59,683. *d*) La location des locaux coûte \$870 par mois. *e*) Le Bureau a ouvert ses portes le 10 novembre 1975.

2. *a*) En août 1976, le ministre a approuvé une stratégie d'emploi exposant les activités du ministère dans le secteur de St. Quentin-Kedgwick. Bon nombre de programmes et de services provinciaux ont été proposés et mis en oeuvre ainsi que des projets fédéraux. Voici certain des programmes fédéraux proposés pour ce secteur: (i) Cinq initiatives du Programme des initiatives locales; (ii) Des fonds additionnels limités destinés à quatre de ces initiatives; (iii) Deux centres unifiés de service (services intégrés); (iv) Un certain nombre de cours additionnels de formation et d'autres programmes et services. *b*) (i) P.I.L. approuvé; (ii) Fonds additionnels du P.I.L. approuvés; (iii) Centres de services intégrés—approuvés; (iv) Approbation en principe de cours de formation supplémentaires et d'autres programmes déterminés par la stratégie d'emploi initiale. *c*) (i) Une initiative du P.I.L. a été mise en oeuvre (\$67,000) le 1^{er} novembre 1976 et d'autres initiatives l'ont été dans le cadre du processus normal du P.I.L.; (ii) Fonds additionnels—une initiative (\$7,000) mise en oeuvre le 1^{er} novembre 1976—autres initiatives mises en oeuvre en vertu de contrats réguliers du P.I.L.; (iii) Centres de services intégrés ouverts en août 1976, à ce jour, le programme a coûté \$1,400; (iv) Des éléments de la stratégie d'emploi seront mis en oeuvre comme il se doit à compter de janvier 1977. L'un des éléments déjà en oeuvre consiste en un contrat de \$16,304 du programme de Formation en cours d'emploi qui touche le logement des Autochtones et le logement dans les secteurs ruraux. Les programmes et les services des deux niveaux de gouvernement dans le secteur de St. Quentin-Kedgwick fournissent directement des emplois ou des cours de formation à 64 travailleurs. Un deuxième secteur de la S.E.C. a récemment été approuvé au Nouveau-Brunswick; il s'agit de Fredericton (novembre 1976). On met actuellement au point une stratégie d'emploi décrivant l'activité des deux gouvernements au niveau des programmes et des services.

LE DÉMÉNAGEMENT DE MINISTÈRES ET ORGANISMES À HULL

Question n° 1140—**M. Baker (Grenville-Carleton):**

A-t-on mis sur pied un groupe d'étude sur le transfert des ministères et organismes à Hull et, dans l'affirmative, *a*) qui en sont les membres, *b*) quel est son mandat, *c*) depuis quand est-il en fonction, *d*) quand doit-il soumettre son rapport et ce dernier sera-t-il déposé à la Chambre ou publié sous forme de Livre blanc?